

# NICOS POULANTZAS, LA GAUCHE ET L'ÉTAT

PAR JEAN MORISOT\*

Qu'est-ce que l'État ? Dans la tradition marxiste, on a trop souvent eu tendance à réduire la sphère politique à un prolongement de la sphère économique, et à voir dans l'État le simple instrument de « la classe dominante ». C'est avec cet aveuglement à la réalité complexe de l'État – issu à la fois des tensions internes au « *bloc dominant* » et de compromis avec les revendications des dominés – que Nicos Poulantzas a voulu rompre. Une réflexion essentielle pour qui cherche à comprendre les conditions d'une transition de l'État vers le socialisme, et à sortir de l'alternative entre « réforme » et « révolution ».

Traduits en plusieurs langues, discutés en Europe et aux États-Unis, les travaux de Nicos Poulantzas ont été injustement oubliés en France<sup>1</sup>, où il a pourtant écrit ses livres, devenus quasiment introuvables aujourd'hui. C'est dire le manque comblé par la réédition aux Prairies ordinaires de *L'État, le pouvoir, le socialisme*, ouvrage ultime et sans doute le plus abouti de l'auteur, et celui où ses convictions personnelles sont les plus saillantes.

Né en 1936 à Athènes, Poulantzas étudie la philosophie du droit pendant les années qui précèdent la dictature des Colonels. Militant communiste à une période où le parti est illégal, c'est en lisant Sartre qu'il découvre Lukacs, Lucien Goldmann et les classiques du marxisme<sup>2</sup>. Il s'installe en France en 1960, obtient son doctorat en 1965 et publie en 1968 un premier ouvrage remarqué : *Pouvoir politique et classes sociales*. Durant ces premières années françaises, il abandonne progressivement l'existentialisme sartrien pour le marxisme d'Althusser. Cela n'aura cependant qu'un temps car sa détermination à poursuivre son propre cheminement théorique, résolument marxiste mais à distance de toute défense – fût-elle désabusée ou tactique – du stalinisme, ne s'accorde pas toujours avec le cadre de travail du « cercle d'Ulm », réuni autour de la figure charismatique de l'auteur de « Idéologie et appareils idéologiques d'État ». Dès lors, et jusqu'à sa disparition dramatique en 1979, Poulantzas s'attachera à penser la spécificité du politique, convaincu que « *le socialisme sera démocratique ou ne sera pas* », et que la voie qui y mène passe par la compréhension de ce qu'est l'État. Sa réflexion se nourrit de la lecture de Gramsci, de l'observation attentive des conjonctures et d'un débat ininterrompu avec les organisations politiques et syndicales grecques et françaises.

## Aux origines de l'État capitaliste

Dans les premières lignes de *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Poulantzas parle de « l'urgence, à

*l'origine de ce texte* ». Ainsi mis en garde, le lecteur ne s'attardera donc pas sur l'écriture un peu précipitée ni sur la cadence parfois indigeste des points de vue discutés. Il se réjouira en revanche de la justesse avec laquelle Poulantzas évacue sans ambages les spéculations métaphysiques de ses contemporains philosophes. C'est que, pour lui, seule vaut la philosophie engagée dans le réel des pratiques politiques et sociales. Il écrit dans l'urgence, la même urgence qui animait Lénine écrivant *L'État et la révolution*, l'urgence d'ajuster la réflexion théorique aux coordonnées du débat politique. Nous sommes en 1978 et, pour lui, l'enjeu est clair : l'incapacité des gouvernements européens – pour la plupart conservateurs – à sortir du cycle de récession économique, la remise en question des compromis keynésiens, ainsi que l'expérience accumulée d'une décennie de luttes sociales mettent « à l'ordre du jour » la question de l'accession de la gauche au pouvoir, mais aussi celle d'une transition démocratique au socialisme, que Poulantzas appelle de ses vœux.

Position singulière qui, si elle est discutée au sein des courants eurocommunistes (auxquels Poulantzas participe), trouve en revanche peu d'échos dans le champ académique, où la question de l'État n'est investie pour ainsi dire que par des marxistes, jugés dès lors étatistes. De Deleuze aux déjà sinistres « nouveaux philosophes », tous lui préfèrent d'infinis débats sur le Pouvoir, puissance abstraite, à la fois sans fondement et omniprésente, qui s'incarne dans la figure tyrannique du « Maître ». De l'État et de son rôle dans la reproduction du capital et des rapports sociaux il n'est pas question, ou alors selon une vision économiste simpliste qui « déduit » mécaniquement la « superstructure » étatique de la « base » économique. Pour Poulantzas, de telles « explications » sont clairement indigentes : « *Ce n'est pas le passage du moulin à vent au moulin à vapeur qui explique le passage du féodalisme au capitalisme*<sup>3</sup> ». Pas plus

\* Jean Morisot a fait des études d'histoire et travaille aux éditions La fabrique.

qu'il n'y a de pouvoir en soi (en dehors des rapports sociaux), il ne saurait y avoir de théorie générale de l'État « en puissance » dans les textes de Marx ou Lénine. La critique vise aussi les conceptions, plus subtiles, du structuralisme et d'Althusser selon lesquelles l'économie, la politique, l'État, sont des instances invariantes et autonomes dont seul l'agencement changerait avec les sociétés et les modes de production. Poulantzas insiste au contraire sur les ruptures introduites par le capitalisme, ruptures dans lesquelles résident « les conditions de possibilité » de l'État moderne comme de toute théorie matérialiste qui voudrait le saisir.

Cette mise au point faite, Poulantzas s'efforce d'appréhender l'articulation nouvelle entre les espaces reconfigurés du *politique* et de l'économique qui prend forme avec la division du travail capitaliste. « *L'État incarne dans l'ensemble de ses appareils, c'est-à-dire pas seulement dans ses appareils idéologiques mais également dans ses appareils répressifs ou économiques, le travail intellectuel en tant que séparé du travail manuel*<sup>4</sup>. » Formule qu'il faut entendre non dans un sens technique, mais politique et idéologique. L'État capitaliste se constitue en captant et en cristallisant des savoirs/pouvoirs qui deviennent autonomes : c'est l'administration qui s'immisce dans la famille, l'armée de métier qui remplace le ban, la justice qui régit les contrats et les relations individuelles, etc. Autre conséquence de la division du travail capitaliste : au travailleur libre – affranchi des liens de dépendance personnels, mais dépossédé des moyens de production et de la maîtrise du procès de travail – correspond l'individu atomisé, le « citoyen », dont l'État organise l'unité dans le peuple-nation.

L'État capitaliste est donc un État national, relativement autonome et constitutif des rapports sociaux de production. C'est aussi un État de classe. Poulantzas ne fait pas mystère de ce point et réfute vigoureusement le mythe d'une institution neutre, purement technique, des fonctionnalistes et du technocratisme de gauche. Pour autant, il se garde

bien de reproduire les raccourcis du marxisme vulgaire qui ne voit dans l'État que l'« instrument » de la domination de classe. Dans cette perspective réductrice, on a tôt fait de penser que l'État parlementaire démocratique, tel qu'il s'est développé dans les pays du capitalisme avancé, est le régime politique idéal pour maintenir cette domination. Affirmation suspecte et téléologique<sup>5</sup>, qui ne résiste pas à l'examen précis du rapport historique entre État et domination bourgeoise.

### L'État, condensation d'un rapport de force

Si l'État n'est pas un instrument, c'est que « *le pouvoir n'est pas une quantité ou une chose que l'on possède, ni une qualité liée à une essence de classe*<sup>6</sup> ». C'est un rapport, une relation, qui s'établit entre des agents en fonction des places qu'ils occupent dans la société. On sait l'apport décisif des travaux de Michel Foucault sur ce point. Mais, aussi brillante soit-elle, son analyse « microphysique » du pouvoir éparpillé dans les disciplines le conduit, selon Poulantzas, à négliger la prééminence du pouvoir de classe, qui s'enracine dans l'exploitation et la division du travail. Si ce reproche n'est qu'en partie justifié<sup>7</sup>, il est vrai que Foucault ne se préoccupe pas du rôle joué par l'État, garant de l'unité globale de la domination de classe. Une autre critique fait mouche : ce n'est pas le pouvoir qui fonde en négatif les résistances et les rend possibles – comme Foucault peut le laisser penser –, mais les résistances à l'exploitation qui nécessitent appareils et dispositifs de pouvoir. Ou, pour le dire simplement : s'il y a l'État, c'est qu'il y a des luttes.

Poulantzas avance alors cette définition lumineuse, et centrale dans son propos : « *L'État est la condensation matérielle et spécifique d'un rapport de force, qui est un rapport de classe*<sup>8</sup> ». C'est au sein de l'État que s'organise « *l'unité conflictuelle de l'alliance au pouvoir et l'équilibre instable des compromis parmi ses composantes*<sup>9</sup> ». La bourgeoisie n'est pas une classe homogène qui se réunit chaque semaine en bureau politique. Elle est traversée de contradictions entre

#### EXTRAIT / L'ÉTAT, LIEU DE COMPROMIS ENTRE LES CLASSES DOMINANTES ET LES CLASSES DOMINÉES

Le rôle de l'État à l'égard des masses populaires, pas plus qu'il ne peut être réduit à un leurre, à une mystification idéologique pure et simple, ne peut être réduit à celui d'un État-Providence aux fonctions purement « sociales ». L'État organise et reproduit l'hégémonie de classe en fixant un champ variable de compromis entre les classes dominantes et les classes dominées, en imposant même souvent aux classes dominantes certains sacrifices matériels à court terme afin de permettre

la reproduction de leur domination à long terme. Cas classique, dans le premier stade du capitalisme, de la fameuse législation des fabriques (voir aussi l'abolition de l'esclavage) qui avait déjà retenu l'attention de Marx : intervention de l'État afin de préserver-reproduire une force de travail que le capital, contre son propre intérêt à long terme, était en train d'exterminer physiquement, et afin d'organiser, à côté du champ de la plus-value absolue, celui de la plus-value relative. Il ne faut jamais l'oublier : toute une

série de mesures économiques de l'État, tout particulièrement celles concernant la reproduction élargie de la force de travail, lui ont été imposées par la lutte des classes dominées autour de ce que l'on peut désigner sous la notion, socialement et historiquement déterminée, de « besoins » populaires.

Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2013, p. 263.

ses différentes fractions, dont les intérêts diffèrent et s'opposent. Seul un État relativement autonome peut incarner, au niveau politique, les intérêts à long terme du bloc au pouvoir, sous l'apparence de l'intérêt général – en termes gramsciens : il peut seul assurer une hégémonie. D'où il ressort par exemple que l'action économique – en cela toujours politique – de l'État est en décalage avec les intérêts immédiats du capital monopoliste. Et si l'État semble parfois naviguer à vue, c'est qu'il est également traversé par les luttes populaires indirectement et directement (on peut ainsi évoquer l'exemple des luttes dans l'appareil scolaire). Il est, dans ses fonctions répressives, idéologiques, normatives et économiques mêmes, la matérialisation des compromis provisoires entre le bloc au pouvoir et les classes dominées.

### **De l'abstrait au concret. Étatisme autoritaire et socialisme démocratique**

Au-delà de leur puissance descriptive, les analyses qui précèdent permettent à Poulantzas d'expliquer les multiples formes d'État et leurs métamorphoses, à différents stades du capitalisme. Ce sont les luttes qui ont façonné l'État démocratique keynésien, de même que l'État fasciste correspond à une configuration spécifique des rapports de classes<sup>10</sup>. Le 4<sup>e</sup> et dernier chapitre, qui est aussi le moins théorique, cherche de la même façon à caractériser « *l'étatisme autoritaire* » qui prend forme dans les pays dominants au tournant des années 1970 à travers l'« *accaparement accentué, par l'État, de l'ensemble des domaines de la vie économique-sociale, articulé au déclin décisif des institutions de la démocratie politique et à la restriction [...] des libertés formelles*<sup>11</sup> ». Une tendance qui s'est depuis confirmée à bien des égards, contrairement à ce qu'on peut entendre ici et là sur la fin de l'État-nation ou sa dissolution dans la gouvernabilité néolibérale. (Notons que même si la suspension des processus démocratiques passe aussi par le transfert au niveau supranational des instances décisionnelles, la pertinence de l'État national, comme cadre théorique et champ de lutte, ne s'en trouve pas affaiblie, puisque c'est à lui que s'arriment les dispositifs internationaux.) Mais si l'étatisme autoritaire désigne un renforcement de l'État et son intervention accrue dans l'économie pour permettre l'accumulation du capital et l'extraction de plus-value dans des conditions nouvelles, il manifeste en même temps son affaiblissement. Tirailé par ses propres contradictions, le bloc au pouvoir se fissure tandis que l'exigence de démocratie directe se fait plus grande dans les secteurs en lutte.

Pour Poulantzas, ces phénomènes nouveaux mettent en évidence l'inadéquation des stratégies du mouvement ouvrier héritées de la III<sup>e</sup> Internationale. Il rejette notamment l'idée, formulée par Lénine,

d'une « *dualité des pouvoirs* », selon laquelle l'État bourgeois et le prolétariat organisé seraient deux termes distincts, le second devant s'emparer du premier pour le détruire (ou le faire « *dépérir* »). La charge de Poulantzas est sévère, et on objectera que Lénine ne fut pas le penseur d'une stratégie exclusive, mais plutôt celui de la conjoncture, ou encore que Gramsci, avec le concept d'« *État intégral* », cherche précisément à rendre compte de l'interpénétration de l'État et de la société civile<sup>12</sup>. Il est cependant sans doute pertinent de pointer que les deux grands révolutionnaires éludent un problème essentiel, dans lequel le « *socialisme réel* » s'est noyé : Comment assurer la transition au socialisme et éviter un revirement bureaucratique et autoritaire ? C'est le sens de la conclusion en forme de programme de *L'État, le pouvoir, le socialisme*.

En conformité avec ses propositions théoriques, Poulantzas rompt avec un vieux paradigme de la gauche qui distingue deux voies radicalement opposées : la voie réformiste et la voie révolutionnaire. Ce clivage, aujourd'hui encore prépondérant dans la constitution des alliances politiques, conduit à une impasse dans le rapport de la gauche à l'État parce qu'il suppose l'existence de deux lignes de conduite antagoniques : soit investir l'État sans véritablement le transformer, soit travailler de l'extérieur à son renversement. Or, pour Poulantzas, aucune de ces deux politiques n'est viable, aucune n'exprime une juste compréhension des choses. Non qu'il n'existe pas pour lui de risque d'enfermement dans le réformisme, ni que la solution insurrectionnelle soit partout exclue. Mais l'État est toujours déjà présent dans les luttes et les rapports sociaux et il est vain de s'arc-bouter dans une position d'extériorité et de méfiance (position qui trahit d'ailleurs un certain fétichisme des institutions, curieux aboutissement des mises en garde de Lénine reprochant à Kautsky et Bernstein leur fétichisme respectueux de l'État et des ministères). Il faut au contraire envisager l'État comme « *un champ stratégique* », identifier et creuser les fissures qui traversent ses appareils, renverser le rapport de force partout où cela est possible, afin d'enclencher et de pérenniser une transformation radicale de l'État dans un sens socialiste. Voilà ce qui doit orienter le point de vue révolutionnaire, y compris dans la perspective de l'accession de la gauche au pouvoir. On aurait donc tort de ne voir dans les dernières lignes de *L'État, le pouvoir, le socialisme* qu'une justification malavisée du programme commun<sup>13</sup>. Poulantzas n'est pas dupe : le processus à engager est nécessairement long et éventuellement violent. Il consiste « *à déployer, renforcer, coordonner et diriger les centres de résistances diffus dont les masses disposent*<sup>14</sup> », et ne saurait bien entendu se limiter aux procédures électorales – même s'il ne supporterait



pas la suspension pure et simple des institutions de la démocratie représentative. Quelles que furent les critiques et les désillusions auxquelles Poulantzas dut faire face à l'époque, il faut souligner l'actualité de ses analyses au regard des problèmes qu'affrontent aujourd'hui les gauches latino-américaines ainsi que les révolutions tunisienne et égyptienne.

Nicos Poulantzas s'est donné la mort en 1979. Lui qui avait cru en un avenir socialiste ne connaîtra pas « le grand cauchemar des années 1980 », inauguré en France par la victoire aux élections d'un candidat... de gauche. La grande contre-réforme libérale menée à l'échelle mondiale laisse les travailleurs désorientés et désarmés. Banni de l'Université, le marxisme ne semble plus en mesure d'aiguiller les organisations politiques progressistes. Pourtant, on se risquera à croire que ce n'est là qu'une parenthèse – très européenne – prête à se refermer. Et si l'idée du communisme devait à nouveau se faire *politique*, on se souviendra que c'est Poulantzas qui a jeté les bases d'une théorie marxiste de l'État à la mesure des enjeux actuels, ouvrant de manière décisive nos horizons stratégiques. Alors que l'on commémore les quarante ans du coup d'État de Pinochet, ce n'est pas le moindre de ses mérites que d'avoir rendu à la politique, aux rapports de force, en bref, à l'histoire, ce qui semblait presque relever de la fatalité.

#### NOTES

1. Il faut cependant signaler les efforts de Christine Buci-Glucksmann, qui a notamment dirigé *La Gauche, le pouvoir, le socialisme, ouvrage collectif en hommage à Nicos Poulantzas*, Paris, PUF, 1983.
2. Cf. Nicos Poulantzas. *Répères. Textes sur l'État*, Paris, Maspero, 1980, p. 11-32.
3. Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2013 (1978), p. 61.
4. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 97. Il reprend et développe ici une intuition de Marx et Engels, qui situent l'origine de « l'illusion qui fait de l'État une entité autonome en face de la vie privée » dans la séparation capitaliste du travail manuel et intellectuel (*L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 485).
5. On trouve, soit dit en passant, des conclusions semblables dans les théories du spectacle généralisé chez Debord, Baudrillard et leurs épigones, et plus près de nous dans certaines critiques du « pouvoir » médiatique.
6. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 214.
7. Voir Bob Jessop, « Pouvoir et stratégies chez Poulantzas et Foucault », *Actuel Marx*, 2004/2 n° 36, p. 89-107.
8. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 119.
9. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 189.
10. Cf. *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil, 1974.
11. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 287.
12. Cf. Peter Thomas, « Voies démocratiques vers le socialisme. Le retour de la question stratégique », *Contretemps*, n° 8, déc. 2010, p. 109-120.
13. Programme de réforme, signé le 27 juin 1972 par le Parti socialiste, le Parti communiste et les radicaux de gauche.
14. Nicos Poulantzas, *ibid.*, p. 356.